

## TURQUIE

Après avoir avoisiné 9 % en 2010, la croissance devrait redescendre à 6.5 % en 2011 et à 5.3 % en 2012, avec le resserrement des conditions du crédit au sens large. Le déficit des paiements courants devrait se creuser davantage pour atteindre 8.9 % du PIB à l'horizon 2012.

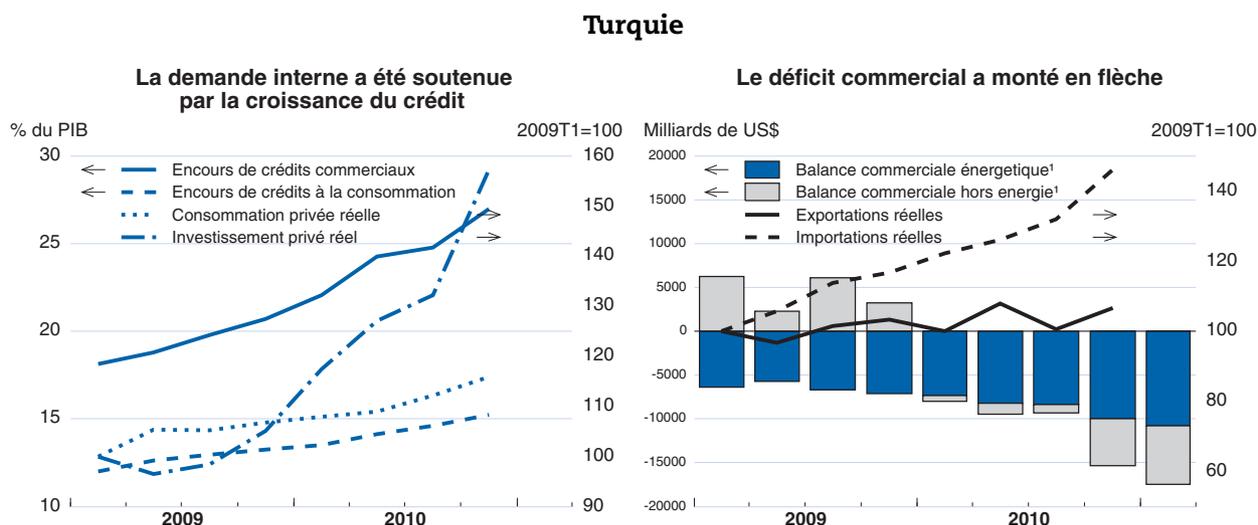
Les autorités devraient s'intéresser de près à la question de savoir si la nouvelle politique qui consiste à relever le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques sans augmenter les taux directeurs aboutit au ralentissement escompté du crédit et de l'activité économique, et être prêtes à opter pour d'autres mesures le cas échéant. La politique budgétaire devrait demeurer restrictive, en s'appuyant éventuellement sur une trajectoire de dépenses explicite. Des réformes structurelles telles que la mise en place de salaires minimums régionaux restent nécessaires dans l'optique d'une croissance mieux équilibrée.

### La croissance reste forte

La croissance a atteint 8.9 % en 2010, dépassant très nettement la plupart des prévisions, y compris les hypothèses sur lesquelles reposait le budget de l'an dernier. L'investissement du secteur privé et la consommation des ménages en ont été les principaux moteurs. La demande publique est restée modérée et les exportations ont laissé à désirer. La demande intérieure du secteur privé constituant le moteur de la reprise, et dans un contexte de forte augmentation du taux de change réel, les importations se sont accélérées. La robuste confiance des entreprises et des consommateurs, ainsi que l'augmentation de la production industrielle et des importations de biens d'équipement, présagent un dynamisme persistant en 2011.

### L'inflation a baissé mais pourrait repartir à la hausse

L'inflation, calculée sur la base de l'indice des prix à la consommation (IPC), est passée de 9.6 % au premier trimestre 2010 à un peu moins de 4 % en mars 2011, point bas historique dû à des effets de base favorables et à



1. Estimations pour 2011T1.

Source : Banque centrale de la République de Turquie ; Turkstat ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932432167>

Turquie : **Demande, production et prix**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1998)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	843.2	0.7	-4.8	8.9	6.5	5.3
Consommation privée	601.2	-0.3	-2.3	6.6	6.6	5.3
Consommation publique	107.8	1.7	7.8	2.0	5.3	4.4
Formation brute de capital fixe	180.6	-6.2	-19.0	29.9	16.4	9.2
Demande intérieure finale	889.7	-1.3	-4.3	9.7	8.2	5.9
Variation des stocks <sup>1</sup>	- 3.0	0.3	-2.5	2.0	0.2	0.0
Demande intérieure totale	886.7	-1.0	-6.5	12.0	8.3	5.8
Exportations de biens et services	188.2	2.7	-5.0	3.4	9.1	9.8
Importations de biens et services	231.7	-4.1	-14.3	20.7	17.9	10.6
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 43.5	1.7	2.8	-4.3	-2.8	-1.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	12.0	5.3	6.5	6.3	6.1
Indice des prix à la consommation	—	10.4	6.3	8.6	5.7	6.1
Déflateur de la consommation privée	—	10.8	4.9	8.3	5.7	6.2
Taux de chômage	—	10.7	13.7	11.7	10.6	10.4
Solde de l'administration publique <sup>2</sup>	—	-2.2	-6.7	-4.6	-3.3	-3.0
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	—	-5.6	-2.2	-6.6	-8.7	-8.9

*Note* : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932433421>

la modération des prix des services. L'inflation globale est lourdement influencée par la volatilité des prix des denrées alimentaires, dont l'augmentation a marqué le pas récemment mais devrait reprendre. Une hausse des prix des produits alimentaires, s'ajoutant au renchérissement d'autres produits de base, exercera sans doute des pressions à la hausse sur l'inflation pendant le reste de l'année. L'inflation sous-jacente a décliné pendant la plus grande partie de 2010, mais elle repart à la hausse depuis novembre. Les prix à la production augmentent plus vite que les prix à la consommation. Néanmoins, un écart de production persiste, l'utilisation des capacités affichant des niveaux inférieurs à ceux d'avant la crise (en raison d'une très forte croissance de l'investissement) tandis que le chômage reflue mais reste élevé. En conséquence, les tensions inflationnistes sous-jacentes sont restées relativement faibles jusqu'ici. Les anticipations d'inflation pour la fin de 2011 se situent toujours à l'intérieur de la fourchette de 5.5±2 % fixée comme objectif par la banque centrale, mais au-dessus du point médian.

**Le déficit des paiements courants n'a jamais été aussi élevé**

Le déficit extérieur s'est considérablement accentué en 2010, atteignant 6.6 % du PIB. Malgré de récents gains de compétitivité, les importations ont fortement augmenté au cours des premiers mois de 2011, dépassant nettement les exportations. Les hausses des prix du

pétrole ont contribué à cette dégradation (chaque fois que les prix pétroliers augmentent de 10 USD, le déficit extérieur se creuse de 0.5 % du PIB). Les tensions dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord, qui représente 25 % du total des exportations de biens de la Turquie, ont freiné les exportations de biens manufacturés, même si elles ont amélioré par ailleurs les perspectives du secteur touristique en Turquie. Le déficit extérieur continue d'être financé sans difficulté, bien que pour l'essentiel par des flux réversibles de capitaux à court terme. Les entrées de capitaux d'origine indéterminée – possiblement liées aux troubles dans les pays voisins – ont connu une récente accélération.

**Une nouvelle politique monétaire est mise en œuvre**

Depuis décembre 2010, une nouvelle politique monétaire est mise en œuvre, associant des taux directeurs bas (en vue d'endiguer les entrées de capitaux) et un accroissement substantiel du coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques (de façon à freiner la croissance du crédit). Jusqu'à présent, cette combinaison a contribué à limiter l'appréciation de la monnaie. La croissance du crédit a marqué le pas dans certains secteurs, mais affiche dans l'ensemble une grande inertie : en avril 2011, l'encours total de crédit restait supérieur de 35 % au niveau affiché un an auparavant. Les décideurs publics affirment que l'objectif fixé en termes de modération du crédit sera atteint, à l'aide au besoin de nouvelles mesures réglementaires. De fait, il est indispensable que la demande intérieure commence à se modérer dès le deuxième trimestre 2011. Les prévisions de l'OCDE reposent sur la réalisation de cet objectif. Les conditions du crédit devraient se normaliser en 2012, et les taux directeurs augmenter.

**La rigueur budgétaire devrait rester de mise**

L'orientation restrictive de la politique budgétaire a été conservée tout au long de 2010. La plus grande partie des recettes exceptionnelles perçues par l'État en raison d'une croissance plus forte que prévu en 2010 semblent avoir été économisées. Aucune dérive budgétaire importante n'a été observée au cours de la période précédant les élections législatives de juin 2011, malgré des signes d'accélération sensible des transferts agricoles et de l'investissement public. De fait, le montant total des dépenses publiques primaires a enregistré dernièrement une hausse bien inférieure à celle du PIB et des recettes fiscales. Selon les prévisions de l'OCDE, cette orientation budgétaire sera maintenue jusqu'à la fin de la période considérée, mais des mesures restrictives supplémentaires pourraient s'avérer nécessaires en cours d'année. Suite au report de la règle budgétaire prévue précédemment, la fixation d'un plafond de dépenses explicite et plus simple au niveau des administrations publiques pourrait faciliter l'ancrage de la politique budgétaire.

**Des réformes structurelles sont nécessaires à l'amélioration de la compétitivité**

Le déficit extérieur se creuse rapidement chaque fois que l'activité économique s'accélère. Étant donné que la très forte dépendance énergétique de la Turquie ne peut être réduite dans l'immédiat, il est crucial de renforcer la compétitivité extérieure et de rééquilibrer les sources de croissance. Des réformes structurelles contribueraient à

réduire le coût des activités entrepreneuriales dans le secteur formel de l'économie. Une différenciation régionale des salaires minimums, prenant en compte les différences de niveaux de productivité et de coût de la vie, favoriserait non seulement la compétitivité-prix, mais aussi la compétitivité hors prix en facilitant la création d'entreprises dans le secteur formel, où la productivité des entreprises est plus élevée que dans le secteur informel pour plusieurs raisons.

**Les risques joueront dans  
les deux sens**

Le PIB augmentera probablement d'environ 6.5 % sur l'ensemble de 2011, traduisant un ralentissement tout au long de l'année induit par l'action des autorités. La croissance devrait ensuite repartir vigoureusement en 2012 suite à la normalisation des conditions du crédit, avec une croissance d'environ 5½ pour cent sur l'année entière. Si le déficit élevé et croissant des paiements courants finit par contrarier les marchés financiers, un brusque ajustement du taux de change pourrait se produire, faisant naître des tensions financières. D'éventuels nouveaux troubles civils dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) peuvent également peser sur la demande extérieure. En revanche, si les restrictions imposées par les pouvoirs publics se révèlent moins efficaces que prévu, il se peut que la croissance soit trop forte et exerce des tensions excessives sur les ressources. Un renforcement de la croissance en Europe tirerait les exportations et la croissance turques vers le haut.





Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2011), « Turquie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-1-38-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-38-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).